

Femme, Vie, Liberté : une insurrection féministe incarnée face à la guerre, au patriarcat et à l'effacement

Par **Mina Fakhravar**

Le soulèvement déclenché par la mort violente de Jina Mahsa Amini, en septembre 2022, dépasse largement le cadre d'une contestation du port obligatoire du hijab. Il s'inscrit dans une dynamique d'insubordination féministe radicale, portée par des corps en lutte qui, en défiant les normes patriarcales de la République islamique d'Iran, ont fait émerger une nouvelle grammaire de résistance à la fois charnelle, transnationale et politique. En scandant « Femme, Vie, Liberté » – traduction du slogan kurde « Jin, Jijan, Azadî » – les manifestantes et manifestants ont ravivé un cri ancien pour en faire une brèche dans les logiques de domination globale.

Ce slogan n'est pas né en Iran, mais dans les montagnes du Kurdistan, forgé par les mouvements de libération kurde et féministe, notamment dans le Rojava, au nord de la Syrie. Là, il s'est imposé comme l'expression d'un projet révolutionnaire articulant lutte anticoloniale, émancipation des femmes et transformation radicale des rapports sociaux (Rostampour, 2024). Porté par les militantes du Mouvement des femmes libres du Kurdistan, il s'est construit comme une alternative politique fondée sur la *jineolojî* (Rostampour, 2024) – une épistémologie féministe enracinée dans la vie concrète des femmes, leur mémoire, leur spiritualité, leurs pratiques collectives. Ce slogan, scandé lors des enterrements, des soulèvements populaires, et dans les assemblées révolutionnaires de femmes, a traversé les frontières.

C'est à Saqqez, ville natale de Mahsa (Jina) Amini, au Kurdistan iranien, que le slogan a retenti

pour la première fois sur le sol iranien, scandé lors de ses funérailles par une foule en colère. De là, il s'est propagé comme une onde politique, du Kurdistan aux grandes villes d'Iran, des cellules de la prison d'Evin aux rassemblements de la diaspora, des rues de Téhéran aux murs des universités et aux plateformes numériques. En quelques jours, il s'est imposé comme un cri de ralliement féministe, trouvant des échos bien au-delà des frontières iraniennes. Si des femmes syriennes en lutte contre le patriarcat autoritaire se sont, un an plus tard, réapproprié ce cri pour leurs propres mobilisations, ce n'est pas par mimétisme, mais parce qu'il résonne avec une grammaire de résistance transnationale déjà présente dans les luttes kurdes et féministes régionales. Dans les capitales occidentales, on l'a vu apparaître sur les murs, les pancartes et les façades d'institution, non comme un mot d'ordre local, mais bien comme un geste de solidarité envers la révolte iranienne. Loin d'être un slogan exclusivement iranien, Femme, Vie, Liberté est ainsi devenu un énoncé politique transfrontalier, reconnaissable par toutes celles et ceux qui résistent aux logiques imbriquées de domination patriarcale, raciale, religieuse et capitaliste.

Ce mouvement, inédit dans l'histoire des luttes féministes iraniennes, se distingue par son horizontalité, son refus des figures masculines autoritaires, et sa capacité à articuler des formes de résistance interreliées : privées, numériques, publiques, incarnées dans le quotidien des femmes. Il constitue une révolution inachevée, mais structurante, dans la mesure où il a

profondément redéfini les imaginaires politiques de la jeunesse iranienne, ravivé les pratiques militantes dans la diaspora, et consolidé des formes de solidarité féministe inédites, enracinées dans la désobéissance incarnée, le care collectif et la mémoire transgénérationnelle des luttes.

Lors de la guerre-éclair imposée à l'Iran par Israël en juin 2025 – en violation du droit international selon plusieurs juristes et organisations – des missiles israéliens ont été ornés du slogan « Femme, Vie, Liberté ». Cette instrumentalisation militariste – appuyée par les discours masculinistes du gouvernement Netanyahu – détourne un cri de révolte féministe en outil de propagande guerrière. En prétendant défendre les femmes iraniennes tout en bombardant leurs villes, ces stratégies dévoilent la violence épistémique des puissances impérialistes qui récupèrent les luttes du Sud global pour mieux invisibiliser les structures qu'elles perpétuent.

Dans ce contexte, il devient urgent de restituer à Femme, Vie, Liberté sa charge politique subversive, son ancrage kurde, sa matérialité corporelle et son potentiel épistémologique. Plus qu'un slogan, il s'agit d'un soulèvement situé, transfrontalier, qui interroge les alliances féministes mondiales et exige une solidarité lucide, critique et ancrée dans les luttes concrètes. Cet article propose, à partir d'une perspective féministe intersectionnelle et transnationale, d'analyser les formes de résistance corporelle et discursive portées par ce mouvement, les détournements qu'il subit, et les alliances qu'il permet d'esquisser pour un féminisme du XXI^e siècle qui refuse la neutralité et les récupérations impérialistes.

Un soulèvement inédit dans l'histoire des féminismes iraniens.

Héritages contrariés, ruptures insurgées.

Depuis l'instauration de la République islamique en 1979, le corps féminin est devenu à la fois un champ d'affrontement idéologique et un levier de légitimation politique. Sous couvert de préservation de l'ordre moral islamique, le régime a instauré un féminisme d'État strictement balisé par l'idéologie religieuse. Les femmes ont ainsi été exaltées comme mères, épouses, et symboles de la nation, tout en étant soumises à une série de dispositifs disciplinaires et juridiques : port obligatoire du hijab, tutelle masculine, inégalités codifiées dans le droit familial, restrictions professionnelles, et surveillance morale généralisée (Chafiq, 2016).

Pour comprendre la logique de ce contrôle, les travaux de Michel Foucault sur le biopouvoir nous offrent une grille de lecture essentielle. Celui-ci désigne l'ensemble des techniques de pouvoir qui visent à réguler les populations à travers le corps, la santé et la sexualité. Dans le cas iranien, ce pouvoir prend une forme particulièrement genrée : les femmes sont à la fois surcontrôlées en tant que garantes de l'honneur national et stigmatisées comme menace potentielle à l'ordre social. Comme l'a montré Adelkhah (1991), le régime iranien conjugue modernisation technique et enfermement normatif, réduisant les femmes à une essence biologico morale, leur déniait de fait une pleine citoyenneté.

Malgré des ouvertures ponctuelles sous les présidences dites réformatrices, les conquêtes féminines sont restées fragiles, conditionnelles, sans jamais remettre en cause l'ordre masculiniste. Ce balancement entre concessions apparentes et répression structurelle illustre ce que Hisham Sharabi (1996) définit comme un néopatriarcat

rationalisé : un patriarcat qui modernise ses formes sans en altérer la finalité.

Dans ce contexte, un féminisme enraciné dans le quotidien s'est structuré : campagnes pour l'égalité des droits, luttes contre la lapidation, activisme numérique. Ces formes de résistance, parfois discrètes, préparent le terrain au basculement radical de 2022.

Le soulèvement Femme, Vie, Liberté (FVL) marque une rupture qualitative : il ne s'agit plus de revendiquer des réformes, mais de renverser l'ordre patriarcal dans son entièreté. Cette radicalité se manifeste dans des gestes simples mais puissants : marcher tête nue, se filmer en train de danser, scander le nom de Mahsa Jina Amini. Le corps devient alors une archive vivante de la révolte.

Pour penser cette émergence du corps comme langage politique, les analyses de James C. Scott (1990) sur les « transcripts cachés » sont précieuses. Scott distingue entre les discours publics imposés et les formes de contestation feutrées du quotidien. En Iran, ces gestes longtemps relégués aux marges du visible – voile desserré, regard tenu, sourire filmé – se sont mués en performances collectives. Le corps transgresse, s'affiche et défie les interdits.

Certaines lectures occidentales, notamment celle de Judith Butler (1990) sur la performativité, ont interprété ce phénomène comme une répétition subversive des normes de genre. Mais dans le contexte iranien, cette approche se révèle insuffisante. Il ne s'agit pas de jouer la norme, mais de la rompre dans un contexte où la transgression expose à la prison, à la torture ou à la mort. La subversion ne passe pas par le jeu du langage, mais par l'irruption matérielle du geste.

Ce processus de subjectivation politique insurgée s'inscrit dans une lignée réflexive avec Saba Mahmood (2005), qui décrit une agentivité

incarnée et discrète, façonnée par des pratiques religieuses au sein d'un mouvement pieux égyptien. Toutefois, là où Mahmood repère une résistance douce, ancrée dans les normes, la dynamique iranienne contemporaine opère une rupture visible, performative et assumée : elle ne se contente pas d'habiter les normes, elle les transgresse frontalement. C'est dans ce basculement radical que je propose la notion de « *jihād corporel* » : une agentivité publique, incarnée, non négociée, où le corps devient acte politique disruptif. Ce concept rend compte de la spécificité des luttes féministes iraniennes actuelles, qui refusent toute forme de compromis avec les régimes de pouvoir genré, et transforment la vulnérabilité imposée en puissance d'agir collective.

Cette grammaire politique nouvelle échappe aux hiérarchies militantes traditionnelles. FVL se veut horizontal, décentralisé, polyphonique. Il se tisse entre femmes de diverses classes, ethnies, générations, en Iran, en exil, en diaspora. Il s'invente dans la rue, la prison, les salons de coiffure, les stories Instagram.

Là où d'autres féminismes demandent, celui-ci s'impose. Là où d'autres s'adressent à l'État, celui-ci crée son propre langage. FVL ne cherche pas à être reconnu, il se reconnaît lui-même. Il réinvente le politique depuis les corps insurgés, en rupture avec tout ordre imposé. Il s'inscrit ainsi comme une séquence singulière et radicale dans l'histoire des féminismes mondiaux.

Femme, Vie, Liberté face aux récupérations bellicistes et à la guerre des récits.

Le soulèvement Femme, Vie, Liberté, forgé dans l'insubordination des corps et la désobéissance féministe, n'a pas tardé à devenir l'objet d'une lutte acharnée pour sa signification.

Ce qui fut à l'origine un cri de révolte contre le pouvoir patriarcal autoritaire a été capté, réinterprété, voire instrumentalisé dans des contextes géopolitiques antagonistes. Le slogan, repris dans des discours militaristes ou autoritaires, fait désormais l'objet d'une guerre des récits, où s'affrontent non seulement des régimes politiques, mais aussi des visions du monde profondément irréconciliables.

Le 13 juin 2025, alors que le Premier ministre israélien Benjamin Nétanyahou annonce publiquement une offensive militaire contre l'Iran, il adresse une allocution en anglais et en persan au « peuple iranien », appelant les femmes iraniennes à se soulever contre leur régime. Il déclare notamment : « Nous déblayons la voie pour que vous obteniez votre liberté. C'est votre moment. Woman, Life, Freedom – Zan, Zendegi, Azadi. » Quelques jours plus tard, une séquence diffusée sur les réseaux sociaux provoque une onde de stupeur : on y voit une technicienne israélienne inscrivant au marqueur le slogan « Femme, Vie, Liberté » et le nom de Mahsa Amini sur un missile destiné à frapper des infrastructures en territoire iranien.

Cette mise en scène de la solidarité, par un acte militaire, intervient dans un contexte de bombardements intensifs ayant fait au moins 1 190 morts, dont au moins 436 civils, parmi lesquels de nombreuses femmes et enfants, selon un reportage du journal *Le Monde* (2025).

Cette récupération belliqueuse du slogan n'est pas un simple dérapage individuel ou médiatique, mais le symptôme d'une stratégie politique plus vaste : celle de la légitimation de la guerre par l'invocation de la cause des femmes. Ce phénomène, bien documenté dans les recherches féministes critiques, s'inscrit dans la lignée de ce que Lila Abu-Lughod (2002) a nommé le *féminisme impérial* : un discours qui essentialise les

femmes du Sud global comme figures passives à libérer, justifiant ainsi des interventions militaires au nom de leur émancipation. Ce processus participe d'une reconfiguration géopolitique du féminisme, où la défense des droits des femmes est instrumentalisée pour masquer des objectifs stratégiques ou néocoloniaux.

Dans le cas présent, le slogan « Femme, Vie, Liberté », né dans un contexte de lutte contre un régime autoritaire patriarcal, est détourné pour devenir le vecteur d'une opération militaire meurtrière. Ce glissement révèle une perversion discursive majeure : un cri antiautoritaire et profondément pacifiste, forgé dans le deuil et la désobéissance incarnée, se retrouve accolé à des missiles et des bombardements. Loin de renforcer la cause féministe iranienne, cette instrumentalisation la dépolitise et la déplace, en la rendant complice – malgré elle – d'un nouvel appareil de violence étatique.

Elle provoque également un malaise profond au sein des milieux féministes, tant en Iran que dans la diaspora et dans les cercles transnationaux. Car ce double usage, par l'impérialisme militarisé d'un côté, et par les discours nationalistes autoritaires de l'autre, affaiblit la puissance émancipatrice du slogan. Il en fragilise la portée universelle et égalitaire, tout en exposant les militantes locales à un soupçon d'alignement géopolitique qui mine leur légitimité dans l'espace national.

Répression accrue et double terreur

À l'intérieur même de l'Iran, la guerre a servi de prétexte à une intensification brutale de la répression. Dans les semaines suivant les frappes israéliennes, plus de 700 personnes ont été arrêtées pour des motifs politiques, et au moins six exécutées, parfois à l'issue de procès expéditifs menés sans défense. Une législation d'urgence a

été adoptée, permettant de qualifier toute action contestataire, y compris une publication sur les réseaux sociaux, d'atteinte à la sécurité nationale, passible de la peine de mort. Cette criminalisation accrue de la dissidence a considérablement entravé la capacité d'organisation du mouvement féministe.

Un événement a particulièrement marqué cette séquence : le bombardement, le 23 juin 2025, de la prison d'Evin à Téhéran – centre névralgique de la détention politique en Iran. Si le bilan officiel fait état de soixante et onze personnes tuées, les chiffres réels restent incertains : de nombreuses prisonnières sont portées disparues, les blessées sont privées de soins, et les familles n'ont plus de contact avec leurs proches incarcéré·es, et ce, sans que les autorités ne donnent d'explication. La section de la prison où étaient détenues des personnes transgenre a également été touchée de plein fouet par les frappes, causant des pertes humaines importantes dans un secteur déjà marginalisé, invisibilisé, et doublement vulnérable (Current Affairs, 2025, New York Times, 2025).

Au lieu d'évacuer les survivantes blessées, les autorités iraniennes ont procédé, dans les jours qui ont suivi, à la dispersion punitive des femmes emprisonnées vers la prison de Qarchak, un établissement tristement célèbre pour ses conditions inhumaines, son insalubrité extrême et sa brutalité institutionnelle. En brisant les liens tissés entre les détenues, en démantelant leurs routines de solidarité et leurs circuits d'information et d'entraide, le régime a méthodiquement affaibli l'un des cœurs les plus vivants de la résistance féministe carcérale. Cette opération de relégation s'inscrit dans une stratégie plus large : anéantir les foyers d'organisation politique autonomes depuis l'intérieur, notamment ceux construits par des femmes, des minorités sexuelles ou ethniques,

dans les espaces les plus répressifs de l'appareil d'État.

Enfin, la guerre a aggravé la précarité économique d'une société déjà étranglée par les sanctions, la corruption et l'inflation galopante. L'interruption d'internet et le climat de terreur généralisé ont privé de nombreuses femmes de leurs moyens de subsistance. Celles qui dépendaient de microentreprises en ligne – artisanes, tutrices, coiffeuses, prestataires de soin ou d'entretien – ont vu leurs revenus s'effondrer. Ces formes d'emploi, souvent invisibilisées mais vitales pour des milliers de foyers, ont été balayées par la guerre numérique et les coupures de réseau. Cette asphyxie économique ciblée participe d'une stratégie plus large d'écrasement du tissu social contestataire, dans lequel les femmes jouaient un rôle central. Elle contribue également à renforcer la dépendance économique vis-à-vis de l'État, verrouillant encore davantage les possibilités d'émancipation.

Les femmes iraniennes se retrouvent ainsi piégées entre deux formes de violences systémiques : d'un côté, l'autoritarisme islamique du régime de Téhéran; de l'autre, l'impérialisme militarisé de puissances étrangères prétendant les soutenir tout en menant des bombardements meurtriers. Cette double oppression rappelle les mises en garde de Mohanty (1984) contre la fabrique de la « femme musulmane opprimée » comme prétexte à des ingérences destructrices. Le féminisme iranien est ainsi pris en tenaille entre deux formes de fascisme.

Les impacts genrés de cette guerre dépassent largement la sphère politique ou pénitentiaire. Les conflits armés exacerbent structurellement les violences faites aux femmes, que ce soit dans la sphère domestique ou dans les dispositifs répressifs. Comme l'ont montré Usta, Farver et Zein (2008), les périodes de guerre

intensifient les risques de violences sexuelles, de harcèlement et de violences conjugales, en raison des déplacements forcés, de l'effondrement des mécanismes de protection, et de la militarisation des rapports sociaux.

En Iran, ces risques ne sont pas nouveaux : ils s'inscrivent dans une infrastructure préexistante de terreur sexuelle, déjà mobilisée par le régime comme outil de répression politique. Lors du soulèvement Femme, Vie, Liberté, de multiples témoignages ont documenté le recours à des violences sexuelles contre des femmes incarcérées, visant à les humilier, les briser et les dissuader de mener d'autres formes de contestation (The Conversation, 2025). Ces pratiques, loin d'être des dérives isolées, relèvent d'une stratégie systémique d'intimidation genrée. Dans un contexte de guerre, marqué par l'effondrement des dispositifs de protection, la désorganisation des solidarités locales, et une militarisation accrue des rapports sociaux, ces dynamiques sont non seulement appelées à se poursuivre, mais à s'intensifier. La guerre ne fait pas que révéler la brutalité du système : elle l'amplifie, en généralisant les zones de non-droit et en renforçant l'impunité de la violence sexuelle. Ainsi, les femmes iraniennes se retrouvent doublement exposées – à la fois en tant que cibles politiques et en tant que corps vulnérables dans un ordre patriarcal militarisé.

Voix féministes en exil : résistances, critiques, solidarités.

Face à cette guerre des discours et à la dépossession de leur propre narratif, des féministes iraniennes en exil ont réagi avec force. À Montréal, Berlin, Paris ou New York, des manifestations ont été organisées pour dénoncer à la fois la répression du régime iranien

et l'instrumentalisation guerrière du slogan FVL. Des collectifs transnationaux ont appelé à une vigilance féministe contre toutes les formes de récupération politique de leurs luttes.

Dans ces prises de parole, un fil rouge apparaît : la défense d'un féminisme radicalement pacifiste, situé, intersectionnel, qui refuse la hiérarchisation des souffrances. Le soin collectif transnational devient ici un acte politique à part entière : il s'incarne dans la solidarité concrète, le soutien apporté aux prisonnières, la dénonciation des crimes sexuels d'État, mais aussi dans la vigilance critique face aux tentatives impérialistes de récupération. Le refus de « choisir son camp » entre deux formes de violences patriarcales – l'autoritarisme théocratique ou le militarisme néocolonial – témoigne d'une position éthique et politique ferme, fondée sur l'expérience vécue et la mémoire des traumatismes collectifs.

En ce sens, le soulèvement Femme, Vie, Liberté ne peut être détaché de son enracinement historique et de ses enjeux locaux. Toute tentative de le déraciner pour le faire servir à des fins géopolitiques étrangères constitue une trahison de sa matrice politique. Les femmes iraniennes n'ont pas besoin qu'on parle à leur place : elles parlent, résistent, créent – et refusent de voir leur cri transformé en instrument de propagande meurtrière.

Résistances persistantes : un mouvement transformé, pas éteint

Malgré la brutalité des répressions, les récupérations idéologiques et les désillusions géopolitiques, le soulèvement Femme, Vie, Liberté n'a pas disparu. Il s'est reconfiguré. Il a migré, parfois dans l'ombre, l'exil, le numérique ou la mémoire. La flamme initiale s'est fragmentée sans s'éteindre : elle continue de se transmettre

à travers des gestes de résistance quotidienne, des formes d'archivage transnationales, et une subjectivation politique fondée sur l'expérience incarnée du courage, du deuil et du refus.

Les formes de lutte ont changé de visage : en Iran, elles se poursuivent dans l'infra-politique du quotidien – un foulard mal porté, une chanson fredonnée à voix basse, un regard tenu – mais aussi dans des pratiques collectives de soin, de transmission et de mémoire. Dans la diaspora, le combat se prolonge à travers les archives, les créations artistiques, les lettres de prisonnières et les actions politiques multilingues. Ces lettres, écrites depuis les cellules les plus répressives du pays, deviennent des formes de care politique : elles tissent des ponts entre l'intérieur et l'extérieur, entre le silence carcéral et la clameur de la rue, entre les survivantes d'un système d'effacement et les femmes qui refusent d'oublier.

Les affects – colère, chagrin, courage – jouent un rôle central dans ce processus de politisation continue. Le mouvement Femme, Vie, Liberté ne repose pas sur une structure fixe ou sur un programme idéologique, mais sur une énergie insurgée, une mémoire incarnée et une promesse inachevée. Il est devenu un chantier politique et épistémique en perpétuelle recomposition, traversé par des subjectivités plurielles qui refusent le silence et exigent la reconnaissance. Cette dynamique s'inscrit dans une politique du quotidien (Bayat, 2010) et une mémoire collective insurgée (Assmann, 2011), où la parole arrachée au silence devient refuge et résistance.

Conclusion – Pour une solidarité féministe lucide, incarnée et décoloniale

Le soulèvement Femme, Vie, Liberté n'est ni une parenthèse révolutionnaire close, ni un simple mouvement de contestation à l'échelle

nationale. Il constitue une insurrection féministe d'une portée inédite, enracinée dans la matérialité des corps opprimés et traversée par la mémoire des luttes kurdes, iraniennes et transnationales, et propulsée par une subjectivation politique insurgée qui refuse l'effacement. En scandant ce cri dans les rues de Téhéran, dans les prisons d'Evin ou sur les places de Montréal, les femmes qui s'en réclament revendiquent bien plus qu'un changement de régime : elles exigent un renversement des logiques de domination où s'articulent patriarcat, autoritarisme, racisme et capitalisme globalisé.

Ce mouvement, porté par des pratiques de désobéissance incarnée et des formes de résistance décentralisées, a redéfini les frontières du politique. Il a ouvert une brèche dans les récits hégémoniques sur les femmes musulmanes, souvent essentialisées comme victimes passives ou récupérées comme alibis de projets impérialistes. En refusant de choisir entre deux formes de fascisme – théocratique et néocolonial – les féministes iraniennes affirment une position critique d'une rare clarté : ni otages du régime, ni pions des puissances militarisées.

Ce refus éthique et politique appelle à une redéfinition de la solidarité féministe internationale. Il ne peut s'agir d'un soutien abstrait, désincarné ou conditionné par des agendas géopolitiques. Il s'enracine dans l'écoute radicale, le partage de savoirs situés, la mise en réseau des luttes et la reconnaissance des asymétries de pouvoir. Il exige de rompre avec les logiques de sauvetage, de recentrer l'analyse sur les voix du Sud global, et d'assumer la conflictualité inhérente à toute alliance transnationale véritable.

« Femme, Vie, Liberté » est ainsi bien plus qu'un slogan. C'est une matrice politique, un terrain de recomposition des subjectivités féministes, une épistémologie incarnée forgée

dans les plis de la douleur et du courage. Ce cri, s'il conserve toute sa radicalité, nous engage à ne pas trahir son origine ni sa portée : à penser depuis les corps, depuis les marges, depuis les silences arrachés à l'effacement. À refuser que la résistance soit esthétisée, que les deuils soient instrumentalisés, ou que les luttes soient confisquées.

Ce n'est qu'à cette condition – celle d'une solidarité exigeante, située et insoumise – que nous pourrions entendre pleinement ce que signifie, au XXI^e siècle, lutter pour les femmes, la vie et la liberté.

Notice biographique :

Mina Fakhra est doctorante en études féministes et de genre à l'Université d'Ottawa. Ses recherches portent sur les modalités de résistance civile et féministe en Iran – de la désobéissance incarnée à la conscientisation politique – et sur les formes de solidarité transnationale. Militante et conférencière, elle est membre exécutif de l'Association des femmes iraniennes à Montréal, ainsi que membre du Conseil interculturel de Montréal et du conseil d'administration d'Amnistie internationale Canada, articulant une perspective féministe matérialiste et intersectionnelle.

Références

Abu-Lughod, L., & JSTOR. 2013. *Do Muslim Women Need Saving?* Harvard University Press. <https://www.jstor.org/stable/10.2307/j.ctt6wpmnc>

Adelkhah, F. 1991. *La révolution sous le voile : femmes islamiques d'Iran*. Éditions Karthala.

Assmann, J., Heffernan, M., Meusburger, P., & Wunder, E. 2011. « Communicative and Cultural Memory ». In *Cultural Memories*, vol. 4, p. 15–27. Springer Netherlands. https://doi.org/10.1007/978-90-481-8945-8_2

Bayat, A. 2010. *Life as Politics: How Ordinary People Change the Middle East*. ISIM/Amsterdam University Press.

Butler, J. 1990. *Gender Trouble: Feminism and the Subversion of Identity*. Routledge.

Chafiq, C. 2016. « Idéologisation du religieux et impact sur l'égalité. Le cas iranien ». IRD Éditions. <https://doi.org/10.4000/books.irdeditions.8702>

Mahmood, S. 2005. *Politics of Piety: The Islamic Revival and the Feminist Subject*. Princeton University Press.

Mohanty, C. T. 1984. « Under Western Eyes: Feminist Scholarship and Colonial Discourses ». *Boundary 2*, vol. 12, no 3, p. 333–358. <https://doi.org/10.2307/302821>

Rostampour, S. 2024. « Jineolojî Confronting Hierarchical Knowledge: (Il)legitimacy of a Decolonial Science of Women in Kurdistan ». *Appartenances & Altérités*, no 5. <https://doi.org/10.4000/12kq6>

Scott, J. C. 1990. *Domination and the Arts of Resistance: Hidden Transcripts*. Yale University Press. Sharabi, H. 1996. *Le néopatriarcat : essai*. Trad. Y. Thoraval & J. Berque. Mercure de France.

The Conversation. 2025. « How Iran's Government Has Weaponized Sexual Violence Against Women Who Dare to Resist ». <https://theconversation.com/how-irans-government-has-weaponized-sexual-violence-against-women-who-dare-to-resist-253791>

Usta, J., Farver, J. A. M., & Zein, L. 2008. « Women, War, and Violence: Surviving the Experience ». *Journal of Women's Health* (Larchmont, N.Y. 2002), vol. 17, no 5, p. 793– 804. <https://doi.org/10.1089/jwh.2007.0602>

Sources numériques et médiatiques

Autonomies. n.d. « Solidarité féministe transnationale contre la guerre ». <https://autonomies.org/solidarite-feministe>.

Le Monde. 2025. « Iran : les vies brisées de civils pris sous les bombes israéliennes ». *Le Monde*, 17 juillet. https://www.lemonde.fr/international/article/2025/07/17/iran-les-vies-brisees-de-civils-pris-sous-les-bombes-israeliennes_6621801_3210.html

Multimedia.europarl.europa.eu. n.d. « Announcement of the Sakharov Prize 2023 Laureate: Jina Mahsa Amini and the Woman Life Freedom Movement in Iran ». https://multimedia.europarl.europa.eu/it/video/announcement-of-the-sakharov-prize-2023-laureate-jina-mahsa-amini-and-the-woman-life-freedom-movement-in-iran-by-roberta-metsola-ep-president_l247694

Tehran Times. 2025. « How Many Iranian Women Did You Kill with Those Bombs? ». *Tehran Times*. <https://www.tehrantimes.com/news/515759>

The International Court of Justice. 2025. « Israel's Attack on Iran Violates International Law ». *ICJ.org*. <https://www.icj.org/israel-iran-israels-attack-on-iran-violates-international-law-threatening-peace-and-security>

Truthout.org. 2025. « Woman, Life, Freedom: Syrian Women Are Rising Up Against Patriarchy ». <https://truthout.org/articles/woman-life-freedom-syrian-women-are-rising-up-against-patriarchy>